



HAL
open science

Cultures, marquage territorial et appropriation du développement durable

François Mancebo

► **To cite this version:**

François Mancebo. Cultures, marquage territorial et appropriation du développement durable. L'Information géographique, 2007, 3, pp.79-87. halshs-00171502

HAL Id: halshs-00171502

<https://shs.hal.science/halshs-00171502>

Submitted on 12 Sep 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cultures, marquage territorial et appropriation du développement durable.

François Mancebo

Université Joseph Fourier -Grenoble 1
IGA, 14 bis avenue Marie Reynoard, 38100 Grenoble
tél. 06.12.53.74.46, +33-6.12.53.74.46
email francois.mancebo@ujf-grenoble.fr
webpage <http://iga.ujf-grenoble.fr/territoires/membres/chercheurs/Mancebo.htm>

Résumé :

Le développement durable ne se déploie pas "au milieu nulle part". Un de ses enjeux consiste donc à saisir comment les êtres humains s'emparent de leur environnement par les usages dont ils l'investissent. C'est une invitation à une conception transactionnelle de la relation de l'homme avec le monde scandé par l'établissement de marqueurs territoriaux dépendant des cultures et les époques. Ils permettent d'articuler qualité de vie et qualité de l'environnement, au cœur des politiques relevant du développement durable.

Abstract :

Sustainable development doesn't pop up out of the blue. Therefore, the point of any efficient sustainable policy is to understand how societies get hold of their environment. It involves transactional interpretation of the connection between human being and the world, stressed by territorial markers which change depending on cultures and periods. These markers make linking between quality of life and quality of the environment possible; an issue at the heart of sustainable development policies.

Le développement durable se déploie toujours au sein d'une culture dont il convient de tenir compte si l'on veut en définir un référentiel permettant d'arbitrer entre ses différentes dimensions. En effet, tous les objets en interaction dans les écosystèmes ne sont pas présents dans l'environnement que se construit une société à tel ou tel moment de son histoire. D'abord, parce que la connaissance que l'on en a n'est pas stable : la vision médiévale n'était pas la même que la nôtre, ne serait-ce que parce qu'on ne connaissait pas la dynamique de l'atmosphère ou les mécanismes de la reproduction [Mancebo F., 2006]. Ensuite parce que chaque société sélectionne en permanence entre ce qui est naturel et ce qui ne l'est pas. Qu'y a-t-il de plus naturel au sens propre du terme que l'uranium, élément chimique présent sur terre bien avant l'homme. Pourtant, essayez de soutenir l'idée selon laquelle l'énergie nucléaire serait "naturelle".

En conséquence, faits et les objets de l'environnement ne sont socialisés comme ressources naturelles que lorsque le compromis du moment s'y prête. Dans toutes les situations, on peut envisager d'autres agencements [Descole P. 1986]. D'une part, les différents objets de l'environnement ne peuvent exister comme ressources que si les sociétés possèdent les

connaissances et élaborent des usages pour en faire des ressources. Ainsi, le charbon n'a acquis valeur de ressource que lorsqu'on a découvert qu'il pouvait servir de combustible et qu'on l'a effectivement utilisé comme tel. Auparavant, il n'avait qu'une valeur négligeable. D'autre part, l'inventaire des ressources est évolutif avec l'apparition de nouvelles ressources et la disparition d'autres devenues inutiles. Enfin, la décision d'exploiter une ressource varie considérablement selon l'ordre de priorité fait à trois compromis assez contradictoires :

-Entre intérêts des générations actuelles et futures, dans une recherche d'équité intergénérationnelle ;

-entre pays industrialisés et pays en développement ou, de manière plus ponctuelle, entre espaces locaux très différenciés, dans une recherche d'équité spatiale ;

-entre les besoins des êtres humains et la préservation des écosystèmes, dans une recherche de préservation des ressources et d'exploitation optimale du milieu.

Ressources et marqueurs territoriaux.

Les politiques de développement durable se construisent à partir d'objectifs et d'orientations concernant les ressources qui impliquent une multitude d'acteurs. Il est donc nécessaire d'envisager l'usage des ressources à partir d'une problématique relationnelle : démarche qui *"consiste à déterminer, préalablement à toute analyse, le statut d'intelligibilité capable de rendre compte d'un système"* [Raffestin C., 1980]. Ainsi, en amont de la captation des ressources du milieu, les questions sous-jacentes sont celles de la décision de leur mobilisation, et surtout du choix des conditions de leur exploitation. Dans un tel processus, les ressources définissent le mode d'appropriation de l'environnement par les sociétés et de cultures. En cela, les ressources renouvelables sont des instruments de pouvoir, qui expriment des rapports de pouvoir non seulement avec la matière, mais aussi avec les hommes pour lesquels cette matière est un enjeu [Golledge R. G., Stimson R. J., 1997]. Il s'agit d'analyser comment le réel est perçu, exprimé puis inséré dans des stratégies collectives.

Certains objets de l'environnement jouent, en tant que ressources, un rôle de marqueurs territoriaux qui sont porteurs de la dimension spatiale des sociétés. Chaque culture tente d'établir des marqueurs territoriaux qui formalisent en réalité son mode d'appropriation de l'environnement. Le cas des vignobles de Montréal est typique d'une situation où une société urbaine devenue culture dominante a imposé progressivement de nouveaux marqueurs territoriaux [Grafmeyer V., Joseph I., 1990].

Au Québec, des citoyens ont investi au début des années quatre-vingt l'espace rural proche de Montréal, modifiant les pratiques culturelles traditionnelles au bénéfice d'une production parfaitement inadaptée au sol et au climat, mais à forte valeur symbolique et identitaire : le vignoble [Mancebo F., 2003]. La majorité des propriétaires ont des origines urbaines : ils étaient infirmiers, ingénieurs, plombiers, administrateurs, etc. Leur exploitation a souvent commencé comme un passe-temps. Pour 70 % d'entre eux, ils ont d'abord acheté une terre pour leur résidence secondaire avant d'envisager l'implantation d'un vignoble. Les motivations de ces nouveaux viticulteurs sont de trois ordres : un intérêt pour le vin ; le désir de renouer avec l'histoire, le vin constituant un lien privilégié avec l'héritage français ; une marque d'appartenance communautaire qui s'inscrit dans le paysage.

Progressivement, ces exploitations sont devenues des objets culturels. Les institutions locales ont été contraintes d'accepter, après-coup, le phénomène. Alors que la *Régie des Alcools du Québec* (RAQ), qui contrôle la vente des produits alcoolisés, était initialement hostile à ces producteurs locaux et que la *Société des Alcools du Québec* (SAC), société d'État qui distribue les vins, a longtemps refusé d'assurer la mise en marché de la production québécoise, les positions ont changé. D'une part, le gouvernement québécois, par l'intermédiaire de la RAQ, a accordé une défiscalisation des ventes sur place aux exploitants. D'autre part, le ministère du Tourisme travaille à la définition d'une "route des vins", vantée désormais par les brochures de tous les bureaux de tourisme. Cette "route des vins" intègre aujourd'hui nombre de dispositifs relevant du développement durable.

Ici, une société locale a imposé, à rebrousse-poil des choix institutionnels initiaux fondés sur des considérations biophysiques et climatiques, un projet en première instance absurde et inadapté, mais chargé d'une forte valeur culturelle. Il sert aujourd'hui de socle à des politiques relevant réellement du développement durable, surmontant les oppositions de principe des acteurs locaux. Cela montre bien que la réussite d'une politique relevant du développement dépend de sa capacité à prendre en compte la manière dont les sociétés concernées définissent ce qui constitue leur "bon" environnement pour se l'approprier.

Lorsque plusieurs groupes sociaux partageant un même espace rivalisent pour son contrôle, les marqueurs territoriaux peuvent devenir des armes redoutables. Ils concrétisent parfois des différenciations spatiales abruptes [Berry B., Kasarda J., 1977]. En ville, la blatte est un tel marqueur sorte de ressource stigmatisante [David C., Giusti J., 1972].

Pour le citoyen, la blatte est une expression de vie non désirée : une sorte de "*nature-repoussoir*". Les réactions vis-à-vis de la blatte sont très uniformes : rejet, dégoût et répulsion. Insectes vivant majoritairement dans les régions tropicales, en des lieux sombres et humides, elles ont été introduites dans nos contrées durant les trois derniers siècles. La blatte, limitée à la sphère domestique, inféodée aux bâtiments chauffés, se cache le jour dans des fissures où la température est élevée : tuyauterie de chauffage, radiateurs, etc. Elle se déplace facilement, souvent transportée avec les marchandises. L'animal est social. Son regroupement est favorisé par une phéromone d'agrégation rejetée avec les excréments.

La blatte est un indicateur de la manière d'habiter en ville [Rivault C., Cloarec A., Mathieu N., Blanc N., 1995]. Paradoxalement, les habitants les plus soucieux de désinsectisation, et les plus efficaces dans l'éradication, ne sont pas systématiquement ceux qui en ont le plus grand dégoût, qui s'en plaignent ou qui en sont les plus infestés. Les représentations les plus extrêmes dans leur négativité se rencontrent majoritairement parmi les habitants de logements sociaux collectifs : les blattes "*viennent des étrangers, des immigrés, des voisins*". Elles expriment la saleté. Elles sont d'autant plus fréquentes que l'on a affaire à des espaces de relégation. Depuis les années soixante, les grands ensembles sont d'ailleurs étroitement associés aux cafards dans l'imagerie populaire. En réalité, la présence ou l'absence de blattes dans un appartement n'est pas liée à la saleté, même si une fois les lieux infestés la saleté favorise son développement en augmentant le nombre de sources d'alimentation potentielles. Il existe plusieurs facteurs d'explication à ces réactions massives de rejet. La blatte cristallise le mal-être social urbain et agit comme un stigmaté. Elle intériorise une identité négative, une "*infamie sociale*". *La Métamorphose* de Kafka montre qu'il en était déjà ainsi, toutes proportions gardées, au siècle dernier. Ce faisant, la blatte a repris, en l'amplifiant, le rôle dévolu jadis à la mouche ou au rat, moins visibles aujourd'hui en milieu urbain. Le citoyen a besoin d'un animal exutoire, bouc-émissaire de ses difficultés, suscitant un marquage territorial en creux des lieux de la ville. Venue des tropiques, vivant dans des trous, se nourrissant des restes, la blatte est sans place et sans lieu.

Les blattes ne sont donc pas des entités qui s'imposent aux sociétés de l'extérieur. Elles sont construites culturellement. Les marqueurs territoriaux correspondent à une prise de possession intime des territoires et affectent les lieux d'une mémoire. Ils induisent ainsi des comportements largement "affectifs" contribuant à éclairer l'organisation interne des territoires en question.

Arrivé à ce point de la réflexion, il importe de rappeler que l'objet principal du développement durable est l'intégration de l'homme aux systèmes qu'il habite [Costanza R., 1992]. Il n'y a d'environnement qu'autant qu'il y ait des hommes à environner et des ressources à exploiter. Cela signifie qu'il importe de distinguer la qualité de l'environnement vue sous un angle écosystémique et physico-chimique, de la qualité de vie perçue à travers les représentations collectives et individuelles concrétisées par des marqueurs territoriaux. La raison pour laquelle nous allons à un endroit plutôt qu'à un autre, la manière dont nous nous orientons, les bruits et les odeurs que nous percevons, constituent autant d'expériences qui jouent un rôle important sur les émotions esthétiques et l'attachement ressenti. Finalement, ce sont elles qui donnent sa signification à notre environnement. Celui-ci est une catégorisation de l'expérience, que le concept d'identité de lieu, *place-identity* exprime bien [Proshansky H. M., Fabian A. K., Kaminoff R., 1983].

Articuler qualité de vie et qualité de l'environnement

Dans le développement durable, il importe de prendre en compte la profondeur du lien qui unit l'homme à son environnement immédiat. La négligence de cette dimension de proximité a eu des conséquences tragiques en aménagement. Hall évoque ainsi le chagrin et le profond état dépressif qui se sont emparés des habitants du *West End* de Boston, relogés après la destruction de leur village urbain conformément à un programme de rénovation [Hall E. T., 1966]. Leur univers avait été détruit. Ce n'était pas tant la perte de leur ancien lieu de vie qui les rendait si malheureux que celle de l'ensemble des relations complexes qui constituait leur style de vie.

C'est donc la qualité de vie, et non la qualité de l'environnement qui doit être au cœur du développement durable. N'en déplaise aux thuriféraires de l'*écologisme*, un environnement pollué peut constituer un milieu où il fait bon vivre, et à l'inverse des environnements à l'air pur et à l'eau propre peuvent être tout à fait inhabitables comme en témoignent certains lotissements et certaines villes nouvelles balayées par les vents. *A contrario*, l'histoire inattendue des jardins ouvriers de la Fournillière montre bien comment un environnement dégradé peut donner naissance à un espace de sociabilité partagée, quitte à ce que celle-ci contribue à une amélioration ultérieure de l'environnement.

La Fournillière était à l'origine d'un des villages de Chantenay à l'ouest de Nantes, principale banlieue d'implantation industrielle au 19^e. La politique communale et industrielle locale ainsi que la qualité du sol ont provoqué, dans la première partie du 20^e, un fort développement de jardins ouvriers. La municipalité de Nantes engagea en 1977 une révision du Plan d'Occupation des Sols qui prévoyait, à cet endroit, un parc de loisirs entouré de jardins familiaux. La ville entreprit donc le rachat des parcelles et l'éviction des occupants. Mais le projet ne vit jamais le jour, pas plus que ceux qui lui succédèrent. Il se créa une friche. Progressivement, ce nouveau terrain vague fut investi par de nouveaux jardiniers. À la fin des années quatre-vingt-dix, il était cultivé par plus d'une soixantaine de personnes en dehors de toute réglementation. L'endroit fait penser à une immense clairière en ville, avec des cabanes faites de matériaux de récupération, isolées ou regroupées autour de petites placettes : véritable labyrinthe avec des puits, une mare, une piste de pétanque. Pour les

nouveaux venus, posséder "un morceau" à la Fournillière, c'est pouvoir s'ancrer dans une autre nature que celle du territoire urbain. Cette histoire a commencé à intéresser élus et aménageurs. Mais les jardiniers se sont organisés et ont mis en avant leur droit à intervenir sur tout projet les concernant. À l'issue de longs débats, il est question d'officialiser la situation et de créer sur place un lieu d'initiation à l'écologie urbaine par la récupération : sélection des déchets, compostage, etc. Les jardiniers prennent alors en charge l'idée et définissent de nouvelles règles de fonctionnement : gestion plus économe de l'eau et plus rationnelle des déchets. Ils édictent aussi des règles des "savoir-vivre à la Fournillière", qui sont autant de repères. Couper un arbre dans son jardin devient une atteinte à l'un des nouveaux biens communs, consommer les légumes récoltés déclenche un souci de pratiques alimentaires plus saines, etc. Dans ce territoire marginal, des individus très divers sont parvenus à affirmer une forme de vie ensemble. Les jardins, traversés par deux chemins, sont devenus pour les habitants du voisinage une alternative pour se rendre à l'école ou au marché : lieu de passage et de rencontre à la lisière du centre de Nantes.

Cela dit, si La Fournillière, au-delà de son aspect "édifiant", cette expérience pointe aussi l'importance de systèmes normatifs. Derrière les "règles de savoir-vivre", on peut discerner une vision utilitariste de l'environnement où seule l'expérience immédiate désigne ce qui est utile donc "bon" : sensibilité environnementale limitée à l'univers de la vie quotidienne et des nuisances visibles. Étrangement, cet utilitarisme est mêlé à de nouveaux marqueurs territoriaux dans lequel les ressources (arbres qu'il ne "faut" pas couper, déchets qu'il "faut" recycler, etc.) font l'objet d'un véritable culte. Irruption d'une pseudo-religiosité bien-pensante qui empêche de questionner et de critiquer l'aspect utilitaire des choses.

Le même mécanisme est à l'œuvre, à une tout autre échelle et un contexte diamétralement opposé, dans le culte voué au gazon aux Etats-Unis. Une relation entre qualité de vie associée à la notion d'ordre et de propreté, abusivement rebaptisée qualité de l'environnement pour mieux l'opposer au désordre stigmatisé comme "contre-naturel". Là, certaines communes n'hésitent pas à consacrer 70 % de leurs budgets à l'arrosage et à l'entretien de leurs gazons. La pelouse y désigne le pouvoir. Elle ceint les édifices gouvernementaux, religieux et culturels. Le gazon bien tenu est progressivement devenu, de manière consensuelle, un élément de la qualité de vie essentiel en tant que signe d'appartenance communautaire. Jusqu'à l'excès. Il y a en Amérique 65 millions d'hectares de pelouse, soit une superficie supérieure à celle occupée par toute autre culture du pays, blé et maïs compris. Une exposition-recherche lui a été consacrée par le *Centre Canadien d'Architecture de Montréal* [CCA, 1998]. Elle tentait de décortiquer l'obsession du gazon, "frontière incertaine entre espace public et privé, entre paysage et bâti, entre rêve et cauchemar". Près d'une haie délimitant le centre de conférence une notation discrète indiquait : "Chris Simes de SprayTech, a estimé le nombre de brins d'herbe de cette parcelle : 325 293 680". Car la pelouse est ici bien autre chose que de l'herbe. Autour du gazon, la socialisation se construit. Avec le temps, sa tonte est devenue un important devoir civique. Comme le passage de l'aspirateur ou le rasage, autres mesures d'ordre plus privé. Maintenu à cinq centimètres de hauteur, le tapis de verdure devient vite le terrain d'entente de voisins sachant respecter cette convention tacite. Pas de clôture ni de barrière. La pelouse est signe d'appartenance à une communauté et à ses normes. Par tant, elle est aussi signe d'exclusion : une maison à la pelouse pelée est un "territoire étranger" et signifie que l'homme qui l'habite est exclu ou s'exclut lui-même.

Les sociétés s'emparent de leur environnement immédiat. Elles le transforment, à l'aune de leurs différences culturelles, par les pratiques dont elles l'investissent et les représentations dont elles l'habillent. En ce sens, qualité de la vie et qualité de l'environnement ne coïncident pas nécessairement. Les impératifs du développement durable exigent cependant de les articuler. S'il est bien des espaces où l'importance d'une telle articulation entre

environnement et conditions de vie est patente, ce sont bien les espaces d'urbanisation diffuse, généralement périurbains mais pas toujours, dont la Fournillière n'est qu'une singularité. Là, plus qu'ailleurs, un des enjeux du développement durable consiste à saisir comment les êtres humains s'emparent de leurs environnements pour y construire, en retour, des milieux de vie auxquels ils confèrent du sens par les usages dont ils les investissent.

En effet, dans les espaces périurbains se rencontrent pour s'affronter ou pour se combiner, les représentations collectives du monde rural et du monde urbain. Certaines questions environnementales sont ici des enjeux majeurs : nuisances, organisation de l'espace, paysages, etc. Le tissu périurbain est très exposé aux usages citadins, licites comme la promenade ou illicites comme la décharge sauvage ou le rodéo automobile. C'est aussi là que s'implantent préférentiellement les activités polluantes ou dangereuses. On peut parler des franges périurbaines : marges d'agglomération soumises à l'avancée du front urbain [Beaujeu-Garnier J., 1983]. Les points de vues sur le devenir de ces franges, entre groupes sociaux et culturels différents qui y coexistent, sont antagonistes : ils déterminent des usages différents de l'espace. Ces usages jouent avec les contraintes d'environnement et se manifestent visibles par les nuisances qui y sont associées. Elles deviennent le support de différenciations résidentielles, qui déterminent en retour de nouvelles définitions de la qualité de vie, puis des usages et enfin de la qualité de l'environnement.

Puisque l'environnement n'existe que dans la mesure où il "environne" l'homme, ce que les gens perçoivent de lui, donne lieu à un travail de négociation et de réinterprétation qui en fait une production sociale. C'est une invitation à une conception transactionnelle de la relation de l'homme avec le monde scandé par l'établissement de marqueurs territoriaux. Selon les cultures et les époques, ces marqueurs territoriaux varient. Ils résulteront des présupposés qui rendent chaque situation singulière. La prise en compte de la diversité culturelle est donc essentielle.

Conclusions.

Hommes, cultures et sociétés, construisent des représentations de leur environnement, compromis dans une lecture du monde qui fait transitoirement office de seul monde vrai et acceptable [Latour B., 2001]. Elle correspond à un ensemble de phénomènes, de connaissances, de discours et de pratiques résultant d'un processus sélectif d'incorporation ou non des objets de l'environnement. Il n'y a rien de plus artificiel. Ainsi, s'il existe des systèmes physiques et biologiques indépendants de l'homme, au sens où leur existence sans l'homme est envisageable, leur pensée et leur conception est intégralement œuvre humaine. C'est en soi considérable : discourir sur une bactérie c'est déjà parler de la société et de ses rapports aux instances biologiques.

Cela explique, en grande partie, pourquoi le slogan bien connu du développement durable selon lequel il convient de "*penser globalement et agir localement*" est très difficile à appliquer, ou tout simplement à concevoir. Or, si une attention au registre uniquement local risque de fragiliser et de minimiser la portée des actions, à l'inverse, une préoccupation "globale" définissant la biosphère comme base de travail expose à de réels dangers d'inadaptation aux réalités de terrain. Ainsi, suffit-il de se soucier des générations futures pour orienter nos activités productives de façon à ce qu'elles soient moins dommageables pour l'environnement ? Ce n'est pas évident, car de quelles "générations" parle-t-on ? Il y a fort à parier que chaque personne pense à ses propres générations, celles qui lui sont proche socialement et culturellement plutôt qu'à l'humanité entière qui reste une référence

vague. Dans le même ordre d'idées : à partir de quel horizon temporel arrête-t-on de s'intéresser au futur ? Il est probable qu'il y a ici de fortes divergences entre les régions du globe. Le futur perçu n'est pas le même, selon que l'on ait une espérance de vie de trente-cinq ou de quatre-vingt-cinq ans, ou selon que les besoins alimentaires et sanitaires de base soient atteints ou non.

Toute politique de développement durable qui ne tient pas compte des représentations collectives, des rumeurs, des rapports de force, des égoïsmes et des travers du moment, en ce qu'ils sont humains, court tout droit à l'échec. Une approche interculturelle est donc essentielle, si l'on veut place de l'interculturalité dans le développement durable est donc au cœur d'une mise en œuvre cohérente du développement durable.

Références bibliographiques :

Beaujeu-Garnier J. (1983) Les espaces périurbains. *Cahiers du CREPIF*, n° 3, pp. 7-8. Paris.

Berry B., Kasarda J. (1977) *Contemporary urban-ecology*. Macmillan, New York.

CCA (1998) The american lawn : surface of everyday life. *Canadian Centre for Architecture*, Montréal.

Costanza R. (1992) *Ecological Economics: The Science and Management of Sustainability*. Columbia University Press, Washington.

David C., Giusti J. (1972) Environnement et vie quotidienne des citadins. *Cahiers de l'IAURP*, volume 27, Paris.

Descole P. (1986) *La Nature domestique - symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Maison des sciences de l'homme, Paris.

Golledge R. G., Stimson R.J. (1997) *Spatial behavior. A geographical perspective*. Guilford Press, New York.

Grafmeyer Y., Joseph I. (1990) *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*. Aubier, Paris.

Hall E. T. (1966) *The hidden dimension*. Doubleday and Co, New-York.

Latour B. (2001) *L'espoir de Pandore, Pour une version réaliste de l'activité scientifique*. La Découverte, Paris.

Mancebo F. (2006), *Développement durable*. Collection U, Armand Colin, Paris.

Mancebo F. (2004) Développement durable et stratégies d'acteurs en milieu urbain ? Écueils et enjeux. *Historiens et Géographes*, n° 387, pp. 1-6. APHG, Paris.

Proshansky H. M., Fabian A. K., Kaminoff R. (1983) Place-identity : physical world socialization of the self. *Journal of Environmental Psychology*, n° 3, pp. 57-83.

Raffestin C. (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. LITEC, Paris.

Rivault C., Cloarec A., Mathieu N., Blanc N. (1995) *Les blattes en milieu urbain*. Strates, CNRS, Rennes.